

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998 - 1999 (*)

27 NOVEMBRE 1998

PROJET DE LOI

relatif aux organisations criminelles

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE (1)

PAR
M. Jo VANDEURZEN

(1) Composition de la commission :
Président : M. Verwilghen (M.)

A. — Titulaires

C.V.P. MM. Vandeurzen,
Van Overberghe,
Verherstraeten, Willems.
P.S. MM. Borin, Giet,
Moureaux.
V.L.D. MM. Dewael, Van Belle,
Verwilghen.
S.P. MM. Landuyt,
Vandenbossche.
P.R.L.- MM. Barzin, Duquesne.
F.D.F.
P.S.C. M. du Bus de Warnaffe
V.B. M. Laeremans.
Agalev/M. Lozie
Ecolo

B. — Suppléants

Mme Creyf, Mme D'Hondt,
MM. Didden, Leterme,
Mme Verhoeven.
MM. Biefnot, Dallons, Eerdeken,
Minne.
MM. Chevalier, De Croo, van den
Abeelen, Versnick.
MM. Delathouwer, Vande Lanotte,
Van der Maelen.
Mme Herzet, MM. Maingain,
Simonet.
MM. Beaufays, Gehlen.
MM. Annemans, De Man.
M. Decroly, Mme Schüttringer.

C. — Membre sans voix délibérative

V.U. M. Bourgeois.

Voir:

- 954 - 96 / 97 :

- N° 10 : Projet amendé par le Sénat.
- N°s 11 à 16 : Amendements.
- N° 17 : Rapport.
- N° 18 : Texte adopté par la commission.
- N°s 19 à 21 : Amendements.
- N° 22 : Rapport complémentaire
- N° 23 : Texte adopté par la commission.
- N° 24 : Avis du Conseil d'État.
- N°s 25 et 26 : Amendements.

Voir aussi :

- N° 28 : Texte adopté par la commission.

(*) Cinquième session de la 49^{ème} législature

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998 - 1999 (*)

27 NOVEMBER 1998

WETSONTWERP

betreffende criminele organisaties

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE JUSTITIE (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER Jo VANDEURZEN

(1) Samenstelling van de commissie :
Voorzitter : de heer Verwilghen (M.)

A. — Vaste leden

C.V.P. HH. Vandeurzen,
Van Overberghe,
Verherstraeten, Willems.
P.S. HH. Borin, Giet,
Moureaux.
V.L.D. HH. Dewael, Van Belle,
Verwilghen.
S.P. HH. Landuyt,
Vandenbossche.
P.R.L.- HH. Barzin, Duquesne.
F.D.F.
P.S.C. H. du Bus de Warnaffe.
V.B. H. Laeremans.
Agalev/H. Lozie
Ecolo

B. — Plaatsvervangers

Mevr. Creyf, Mevr. D'Hondt,
HH. Didden, Leterme,
Mevr. Verhoeven.
HH. Biefnot, Dallons, Eerdeken,
Minne.
HH. Chevalier, De Croo, van den
Abeelen, Versnick.
HH. Delathouwer, Vande Lanotte,
Van der Maelen.
Mevr. Herzet, HH. Maingain,
Simonet.
HH. Beaufays, Gehlen.
HH. Annemans, De Man.
H. Decroly, Mevr. Schüttringer.

C. — Niet-stemgerechtigd lid

V.U. H. Bourgeois.

Zie:

- 954 - 96 / 97 :

- N° 10: Ontwerp geamendeerd door de Senaat.
- N°s 11 tot 16 : Amendementen.
- N° 17 : Verslag.
- N° 18 : Tekst aangenomen door de commissie.
- N°s 19 tot 21 : Amendementen.
- N° 22 : Aanvullend verslag.
- N° 23 : Tekst aangenomen door de commissie.
- N° 24 : Advies van de Raad van State.
- N°s 25 en 26 : Amendementen.

Zie ook :

- N° 28 : Tekst aangenomen door de commissie.

(*) Vijfde zitting van de 49^{ste} zittingsperiode

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce projet de loi, qui a été renvoyé en commission par l'assemblée plénière du 16 juillet 1998, au cours de ses réunions des 7 octobre et 17 novembre 1998.

I. DISCUSSION

a) Discussion de l'avis du Conseil d'État (Doc. n° 954/24) sur l'amendement n° 40 de MM. Landuyt, Moureaux, Mme de T'Serclaes et M. Vandeurzen (Doc. n° 954/20).

M. Moureaux se renvoie à l'avis du Conseil d'État concernant l'amendement n° 40. Cet amendement était le fruit d'une concertation ardue avec un grand nombre de personnes concernées et visait à dissiper les inquiétudes que le texte du projet suscitait chez de nombreux milieux. Les organisations syndicales ou politiques ou, par exemple, les comités blancs craignaient de courir le risque d'être classés dans la sphère criminelle.

L'amendement visait à préciser que la définition d'une organisation criminelle ne pouvait s'appliquer à une organisation dont l'objet réel est exclusivement politique, syndical, charitable ou qui poursuit tout autre but légitime.

L'avis du Conseil d'État souligne tout d'abord que l'amendement est un truisme et est donc superflu; quiconque poursuit un but légitime ne peut en effet être considéré comme criminel. Si le Conseil d'État s'était limité à cette prise de position, il aurait ainsi démontré que la crainte évoquée ci-dessus était sans fondement et que le projet de loi ne soulevait aucun problème.

Mais le Conseil d'État va plus loin dans son avis: si l'amendement vise à empêcher qu'une organisation qui poursuit un but légitime puisse faire l'objet d'une information ou de poursuites, il vide le projet de loi de sa substance.

Cette dernière prise de position démontre que l'amendement a bien un sens, car elle confirme que le projet de loi autorise les recherches et les poursuites à l'encontre des organisations précitées.

Le Conseil d'État utilise le terme «légitime» et ne s'arrête pas sur les termes «réel» et «exclusivement», pourtant importants, qui sont utilisés dans l'amendement en vue d'exclure du champ d'application de la loi par exemple les organisations commerciales qui poursuivent exclusivement un but légitime, pas plus qu'il ne s'arrête sur les dispositions concernant les organisations ayant un objet réel politique, syndical ou philanthropique.

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft onderhavig wetsontwerp, dat op 16 juli 1998 door de plenaire vergadering werd teruggezonden, besproken op 7 oktober en 17 november 1998.

I. BESPREKING

a) Bespreking van het advies van de Raad van State (Stuk nr. 954/24) over het amendement nr. 40 van de heren Landuyt, Moureaux, Mevrouw de T'Serclaes en de heer Vandeurzen (Stuk nr. 954/20).

De heer Moureaux verwijst naar het advies van de Raad van State over het amendement nr. 40. Dit amendement was de vrucht van moeizaam overleg met heelwat betrokkenen en trachtte de ongerustheid weg te nemen die de tekst van het ontwerp bij velen opriep. Syndicale of politieke organisaties of bijvoorbeeld witte comités vreesden het risico te lopen om in de criminele sfeer te worden ondergebracht.

Het amendement had als doel te verduidelijken dat de definitie van een criminele organisatie niet sloeg op een organisatie die feitelijk en uitsluitend een politiek, syndicaal, menslievend of enig ander rechtmatig oogmerk nastreeft.

Het advies van de Raad van State wijst er allereerst op dat het amendement een evidentie bevestigt en dus overbodig is; wie een legitiem doel nastreeft is immers niet crimineel. Had de Raad van State zich tot deze stelling beperkt dan was bewezen dat die vrees onterecht was en dat het wetsontwerp geen problemen opleverde.

Het advies gaat echter verder: indien het amendement ertoe zou strekken om een organisatie die een wettig doel nastreeft vrij te stellen van een opsporingsonderzoek of van vervolging, dan maakt het de tekst van het wetsontwerp zinledig.

Deze laatste stellingname bewijst dat het amendement wel degelijk zin heeft, want zij bevestigt dat het wetsontwerp onderzoek naar en vervolgingen van voornoemde organisaties toelaat.

De Raad van State gebruikt de term « wettig » en gaat niet nader in op de nochtans belangrijke termen « feitelijk » en « uitsluitend » die in het amendement worden gebruikt om ook bijvoorbeeld commerciële organisaties die uitsluitend een legitiem doel nastreven, uit te sluiten uit het toepassingsgebied van de wet, noch op de bepalingen over organisaties met een reëel politiek, syndicaal of filantropisch doel.

Le paradoxe contenu dans l'avis du Conseil d'Etat prouve que l'amendement doit être maintenu, fût-ce moyennant l'ajout du terme «réel» dans la deuxième partie du texte.

Il est dès lors clair que les organisations qui, sous le couvert d'un objectif légitime, poursuivent en fait un objectif criminel ou qui se font passer pour des organisations politiques, syndicales ou philanthropiques peuvent effectivement faire l'objet d'une enquête et de poursuites. Les organisations honnêtes sont, par conséquent, protégées.

M. Deleuze renvoie à l'audition du magistrat national, *M. Vandoren* (cf. Doc. n° 954/17, p. 18 e.s.), qui a confirmé que l'objectif n'était pas de porter atteinte à des organisations syndicales ou autres poursuivant un objectif légitime.

L'intervenant ne doute pas de ces bonnes intentions, mais là n'est pas la question. Il s'agit de savoir si le texte de la loi peut ou non se prêter à un usage impropre.

La portée du terme «exclusivement» qui est utilisé dans l'amendement doit être définie très clairement. Il existe en effet des organisations qui poursuivent des objectifs très différents. C'est ainsi qu'il y a des organisations qui, par exemple, forcent de temps à autre un train à s'arrêter et vendent également des *t-shirts*...

Au demeurant, qui déterminera quel est l'objet «réel» d'une organisation?

Etablira-t-on une liste de ce qui peut être considéré comme «tout autre but légitime»?

Qui appréciera la légitimité des objectifs?

Le texte à l'examen a connu un long cheminement, faisant la navette entre la Chambre et le Sénat, et ce n'est qu'à présent que, subitement, certains prennent conscience du danger qu'il recèle.

Même si le texte a déjà fait l'objet de certaines améliorations, *M. Deleuze* ne peut l'accepter et le débat sur l'avis du Conseil d'Etat le renforce dans sa conviction.

M. Barzin partage cet avis: le texte vise l'intention, dans le chef de certaines organisations, de commettre certains actes.

Ces organisations feront l'objet une recherche proactive.

Il renvoie à son amendement n° 38 (Doc. n° 954/19), qui tendait à définir une liste de faits pouvant faire l'objet de recherches, mais qui a été rejeté.

Il souscrit à l'objectif de l'amendement de *M. Moureaux*, mais estime que le texte ne traduit pas suffisamment cet objectif.

De paradox in het advies van de Raad van State bewijst dat het amendement moet worden behouden, weze het met toevoeging van de term «feitelijk» in het tweede gedeelte van de tekst.

Aldus wordt duidelijk dat organisaties die onder de mom van een legitieme doelstelling in feite een criminele doelstelling nastreven of die zich voordoen als een politieke, syndicale of filantropische organisatie, wel degelijk het voorwerp kunnen uitmaken van onderzoek en vervolging. Bijgevolg zijn de echte bonafide organisaties beschermd.

De heer Deleuze verwijst naar de hoorzitting met nationaal magistrat *Vandoren* (zie Stuk nr. 954/17, blz. 18 e.v.) die heeft bevestigd dat het niet de bedoeling was om last te berokkenen aan syndicale of andere organisaties met een legitiem doel.

Spreker twijfelt niet aan de goede bedoelingen, maar dit is niet het probleem. Het gaat er om of de tekst van de wet verkeerd gebruik mogelijk maakt of niet.

De term «uitsluitend» die in het amendement wordt gebruikt moet zeer duidelijk worden omschreven. Er zijn immers organisaties die zeer verschillende doelstellingen nastreven. Zo zijn er organisaties die bijvoorbeeld af en toe een trein tot stilstand dwingen en eveneens T-shirts verkopen...

Overigens, wie zal bepalen wat het «feitelijke» doel is van een organisatie?

Zal er een lijst worden opgesteld van wat «elk ander rechtmatig oogmerk» is?

Wie zal dit beoordelen?

De voorliggende tekst heeft een zeer lange weg doorlopen tussen Kamer en Senaat en terug en nu plots worden sommigen zich pas bewust van het gevaar dat ervan uitgaat.

Zelfs al werden bepaalde verbeteringen aangebracht, toch kan de heer *Deleuze* deze tekst niet aanvaarden en de discussie over het advies van de Raad van State sterkt hem in die mening.

De heer Barzin is het daarmee eens: de tekst richt zich op de intentie in hoofde van sommige organisaties om bepaalde daden te begaan.

Deze organisaties worden onderworpen aan een proactieve recherche.

Hij verwijst naar zijn amendement nr. 38 (Stuk nr. 954/19) dat ertoe strekte een lijst van strafbare feiten vast te leggen die voor onderzoek in aanmerking kwamen, doch dat werd verworpen.

Hij is het eens met de doelstelling van het amendement van de heer *Moureaux*, maar vindt dat de tekst er niet voldoende aan beantwoordt.

Il se demande, tout comme M. Deleuze, qui interprétera ce texte.

M. Duquesne fait observer que le projet de loi à l'examen avait été examiné de façon approfondie lors de son premier examen au sein de la commission de la Chambre.

Plusieurs groupes avaient dès cet instant mis en garde contre le texte à l'examen.

Il se posait lui-même certaines questions, mais estimait néanmoins qu'il convenait de rechercher un équilibre entre la nécessité de combattre les organisations criminelles et celle de disposer d'un texte clair. Il a finalement opté pour la défense du premier objectif.

Dans l'intervalle, sa manière de considérer les choses a évolué. Il ne souhaite pas que la nécessaire sécurité conduise à des excès.

Celui qui émet des critiques doit également formuler des propositions et, hormis celles examinées en commission, les propositions ne sont guère nombreuses.

C'est ainsi que la Ligue des droits de l'homme a émis des critiques sans formuler de propositions (cf. Doc. n° 954/17, p. 12 e.s.). Le danger que l'on combat est réel, certaines organisations pouvant miner la démocratie, et il est indispensable de disposer d'instruments pour les combattre. A cet effet, l'une des premières conditions est une définition exacte de la notion d'«organisation criminelle».

L'amendement de M. Moureaux poursuit le bon objectif, mais ne parvient pas à le réaliser, ainsi que le confirme l'avis du Conseil d'État.

Il propose que le gouvernement présente lui-même un nouvel amendement qui tienne compte des discussions qui ont eu lieu en commission sur cette question.

Il faut en premier lieu définir clairement ce qu'est une organisation criminelle.

M. Duquesne énumère une série d'infractions qui constituent en général les buts d'une organisation criminelle (blanchiment, trafic d'armes ou de marchandises, traite des êtres humains, prostitution, fraude financière, fraude aux marchés publics, utilisation de substances hormonales illicites dans l'élevage) et estime que l'établissement d'une liste de ces infractions, comme il en existe une pour les écoutes téléphoniques, offrirait davantage de garanties aux organisations honnêtes. *M. Jean-Jacques Viseur* a du reste fait la même proposition dans son amendement n° 36 (Doc. n° 954/16).

Zoals de heer Deleuze vraagt hij zich af wie deze tekst zal interpreteren.

De heer Duquesne merkt op dat onderhavig wetsontwerp wel degelijk ernstig werd besproken toen het de eerste maal in de Kamercommissie aan bod kwam.

Ook toen reeds werd vanuit verschillende fracties gewaarschuwd tegen deze tekst.

Hijzelf had bepaalde vragen, doch was van oordeel dat een evenwicht moest worden gezocht tussen de noodzaak om criminele organisaties te bestrijden en het probleem van een duidelijke tekst en heeft toen uiteindelijk gekozen voor de eerste doelstelling.

Ondertussen is zijn mening echter geëvolueerd. Hij wenst niet dat de behoefte aan veiligheid aanleiding zou zijn tot ontsparingen.

Wie kritisch is dient echter ook met eigen voorstellen te komen en daarvan zijn er, buiten de voorstellen die in de commissie aan bod kwamen, nog niet zoveel naar voor gebracht.

Zo heeft bijvoorbeeld de Liga voor de Rechten van de Mens wel kritiek geuit, maar zelf geen voorstellen gedaan (zie Stuk nr. 954/17, blz. 12 e.v.). Het gevaar dat hier wordt bestreden is immers reëel, sommige organisaties kunnen de democratie ondermijnen en de instrumenten om hen te bestrijden zijn noodzakelijk. Een juiste definitie van « criminele organisatie » is daarbij een van de eerste vereisten.

Het amendement van de heer Moureaux dient de juiste doelstelling maar slaagt er onvoldoende in om ze te verwezenlijken. Het advies van de Raad van State bevestigt dit.

Hij stelt voor dat de regering zelf een nieuw amendement zou indienen dat rekening houdt met de debatten die in de commissie over deze kwestie hebben plaatsgevonden en aldus de heersende ongerustheid zou wegnemen.

Een eerste noodzaak is een duidelijke definitie van een criminele organisatie.

De heer Duquesne somt een aantal misdrijven op die meestal de doelstelling uitmaken van een criminele organisatie (witwassen, wapen- of goederentractieken, mensenhandel, prostitutie, financiële fraude, fraude met aanbestedingen, gebruik van illegale hormonale middelen in de veeteelt) en meent dat het opstellen van een lijst van die misdrijven zoals is geschied voor het afluisteren, meer waarborgen zou geven aan bonafide organisaties. Dat werd trouwens ook voorgesteld in het amendement nr. 36 (Stuk nr. 954/16) van *de heer Jean-Jacques Viseur*.

L'avis de la commission sénatoriale chargée d'enquêter sur la criminalité organisée en Belgique, demandé notamment sur cet amendement, s'oppose à l'établissement d'une telle liste (voir Doc. n° 954/17, pp. 58 à 60). La commission du Sénat reconnaît toutefois elle-même que, dans le cadre de la recherche proactive, la disposition en question peut présenter des risques de violation de la vie privée. La définition vise surtout à préciser que l'objectif de l'organisation criminelle doit être de commettre des infractions.

M. Giet souligne la nécessité de lutter contre le crime organisé, qui sape ou risque de saper les fondements d'une société démocratique. Il va de soi que personne ne souhaite négliger une nouvelle possibilité légale de lutter contre le crime organisé.

Il fait en outre observer que dans l'article 1^{er} *bis* de la loi du 29 juillet 1934 relative au milices privées, le législateur avait déjà exclu une série d'associations du champs d'application fixé à l'article 1 (voir à ce sujet la discussion de l'amendement n° 35 de M. Moureaux, Doc. n° 954/17, pp 43 e.s.).

L'intervenant précise ensuite que jusqu'à présent, ni le ministre ni les magistrats du parquet, qui sont censés être demandeurs et qui sont chargés de lutter contre le crime organisé, n'ont répondu à ses questions concernant l'utilité de ce texte par rapport à la législation existante. Le Sénat s'est également posé cette question par le truchement de sa commission d'enquête sur le crime organisé. L'intervenant se fonde à cet égard sur les pages 164 et 165 du premier rapport intérimaire de cette commission d'enquête (Doc. Sénat n° 1-326/7).

M. Lozie précise tout d'abord que son groupe a considéré en toute logique que le projet de loi à l'examen était dangereux.

Il ajoute que l'actualité des derniers mois montre de quelles dérives les services de police sont capables.

Il conteste toutefois que son groupe ne propose aucune alternative.

Le groupe auquel il appartient estime en fait qu'il serait préférable d'adapter la notion d'association de malfaiteurs plutôt que de définir la notion d'organisation criminelle.

L'une des autres solutions proposées consiste à donner un cadre légal à la recherche proactive et aux techniques spéciales de recherche.

Par ailleurs, le groupe auquel l'intervenant appartient avait déjà déposé une proposition de loi relative

Het advies van de Senaatscommissie belast met het onderzoek naar de georganiseerde criminaliteit in België, dat ondermeer over dit amendement gevraagd werd (zie Stuk nr. 954/17, blz. 58 tot 60), kant zich tegen het opstellen van een dergelijke lijst. De Senaatscommissie erkent echter zelf dat, in de mate waarin proactieve recherche wordt gebruikt, de betrokken bepaling gevaarlijk kan zijn voor inbreuken op de persoonlijke levenssfeer. Wat vooral beoogd wordt in de definitie op te nemen, is dat de doelstelling ligt in het plegen van misdrijven.

De heer Giet benadrukt de noodzaak van de strijd tegen de georganiseerde misdaad die de grondvesten van een democratische maatschappij ondergraaft of kan ondergraven. Niemand wenst dus een nieuwe wettelijke mogelijkheid om de georganiseerde misdaad te bestrijden links, te laten liggen.

Voorts wijst hij op het feit dat de wetgever reeds in artikel 1*bis* van de wet van 29 juli 1934 op de privé-milities, een aantal verenigingen uitsloot van het toepassingsgebied dat in artikel 1 werd vastgelegd (zie in dit verband bespreking van amendement nr. 35 van de heer Mouraux, Stuk nr. 954/17, blz. 43 e.v.).

Daarna stelt de spreker dat hij tot op heden noch van de minister, noch van de parketmagistraten, die zogenaamd vragende partij zijn en die met de strijd tegen de georganiseerde misdaad belast zijn, antwoord kreeg op zijn vragen naar het nut van deze tekst in verhouding tot de bestaande wetgeving. Bij monde van de onderzoekscommissie naar de georganiseerde misdaad heeft de Senaat zich deze vraag ook gesteld. De spreker steunt deze vaststelling op de bladzijden 164 en 165 van het eerste tussentijds verslag van deze onderzoekscommissie (Stuk Senaat nr. 1-326/17).

De heer Lozie stelt vooreerst dat zijn fractie dit wetsontwerp consequent als een gevaar heeft beschouwd.

Hij voegt daaraan toe dat de actualiteit van de laatste maanden bewijst tot welke ontspringen de politiediensten in staat zijn.

Hij betwist echter dat zijn fractie geen alternatieven aandraagt.

Het fractiestandpunt is namelijk dat het beter zou zijn om het begrip bendevoorming aan te passen, dan over te gaan tot het definiëren van het begrip « criminele organisatie ».

Andere voorgestelde alternatieven zijn de wettelijke regeling van de proactieve recherche en de bijzondere opsporingstechnieken.

Daarnaast heeft zijn fractie reeds in de loop van de vorige legislatuur een wetsvoorstel ingediend be-

à la responsabilité pénale des personnes morales au cours de la législature précédente et il soutient la création d'un parquet fédéral. Cela fait des années qu'il préconise la suppression inconditionnelle du secret bancaire afin de lutter contre les activités de blanchiment des organisations criminelles.

Bien que l'avis du Conseil d'Etat soit clair et que l'alinéa 2 doive être maintenu si l'on veut éviter que des organisations honnêtes soient victimes de recherches et de poursuites inadmissibles, l'intervenant précise qu'il reste fondamentalement opposé à ce projet de loi.

M. Vandenbossche fait valoir que lors du premier examen du projet de loi en commission, chacun avait marqué son accord sur l'objectif du projet de loi, à savoir lutter contre la criminalité organisée.

Il ajoute qu'après que le Sénat eut amendé le projet de loi, de nouvelles auditions ont été organisées, mais elles n'ont pas ou guère apporté d'apaisement en ce qui concerne la définition en projet (article 324bis, alinéa 1^{er}).

C'est la raison pour laquelle un alinéa 2 a été ajouté, alinéa qui a été modifié par la séance plénière de la Chambre après renvoi du texte.

Dans son avis, le Conseil d'Etat déclare ne pas connaître la portée de l'amendement (alors qu'elle figurait dans la justification de l'amendement initial). *M. Vandenbossche* souligne que cet amendement ne visait en aucun cas à empêcher que des recherches ou des poursuites aient lieu à l'encontre d'une organisation poursuivant un but légitime, car il viderait alors effectivement l'ensemble du projet de loi de sa substance.

Etant donné que tel n'était pas l'objet de l'amendement, cette considération du Conseil d'Etat n'a aucune importance.

En revanche, l'autre observation du Conseil d'Etat - qui estime que l'amendement est un truisme qui n'a pas sa place dans le Code pénal - est importante.

Il est en effet clair que l'insertion de l'alinéa 2 de l'article 324bis doit être perçue comme un signal politique.

Enfin, *M. Willems* estime que le Conseil d'Etat clarifie la portée du projet de loi, du fait que l'amendement a été examiné sous l'angle du justiciable, qui interprète ce passage comme instaurant une immunité juridique dans le chef des organisations poursuivant les objectifs énoncés.

treffende de strafrechtelijke verantwoordelijkheid van rechtspersonen en steunt ze de oprichting van een federaal parket. Reeds jaren wordt gepleit voor de onvoorwaardelijke opheffing van het bankgeheim om de witwasactiviteiten van criminele organisaties te bestrijden.

Alhoewel het advies van de Raad van State duidelijk is en het tweede lid behouden dient te blijven indien men wil uitsluiten dat bonafide organisaties het slachtoffer zouden worden van onaanvaardbare opsporing en vervolging, stelt de spreker dat dit niets wijzigt aan zijn fundamentele houding van afwijzing ten opzichte van dit ontwerp.

De heer Vandenbossche voert aan dat bij de eerste bespreking van het ontwerp in de commissie iedereen het met de bedoeling van het wetsontwerp, namelijk het bestrijden van de georganiseerde misdaad, eens was.

Hij voegt daaraan toe dat - na de wijziging van het ontwerp door de Senaat - er opnieuw hoorzittingen werden georganiseerd die eigenlijk weinig of geen garanties geboden hebben betreffende de ontworpen definitie (artikel 324bis, eerste lid).

Daarom kwam het tweede lid tot stand dat gewijzigd werd na terugzending door de plenaire zitting van de Kamer.

Het advies van de Raad van State zegt de bedoeling van het amendement eigenlijk niet te kennen (alhoewel die in de toelichting bij het initiële amendement kon gevonden worden). *De heer Vandenbossche* onderstreept dat het geenszins de bedoeling kon zijn te voorkomen dat een opsporings- of vervolgingsonderzoek zou worden ingesteld tegen een organisatie die een wettig doel nastreeft. Dan heeft het hele wetsontwerp inderdaad geen zin.

Aangezien dit niet de bedoeling was van het amendement heeft die bedenking van de Raad van State geen enkel belang.

De andere bedenking van de Raad van State - waarin gestipuleerd wordt dat het betrokken amendement eigenlijk zodanig overbodig is dat het niet in het Strafwetboek thuishoort - is daarentegen wél belangrijk.

Het is dan immers duidelijk dat het alsnog opnemen van het tweede lid van het artikel 324bis als een politiek signaal moet worden opgevat.

Ten slotte meent *de heer Willems* dat de Raad van State het wetsontwerp verduidelijkt omdat het amendement bekeken werd met de ogen van de rechtzoekende, die deze passus interpreteert als het creëren van rechtsimmuniteit in hoofde van de organisaties met de opgesomde oogmerken.

b) Discussion des amendements n° 43 et 44 (Doc. n° 954/25) et 45 (Doc. n° 954/26).

M. Vandeurzen souligne que tout le monde s'accorde à dire que la loi en projet ne peut s'appliquer erronément à certaines organisations. Par ailleurs, on ne peut pas non plus accorder une immunité pénale à certaines personnes.

Au cours des travaux parlementaires, tous les textes ont toujours été adoptés à une très large majorité.

Il estime que l'avis du Conseil d'Etat tend à démontrer que l'alinéa 2 qui a été ajouté énonce des évidences.

Convaincu que les organisations énumérées dans l'amendement ne pourront jamais être qualifiées d'organisations criminelles, il demande que l'on ne rende pas obscur un texte clair et présente un amendement (n° 43, Doc. n° 954/25) visant à supprimer l'alinéa litigieux.

Au cours de la réunion suivante, MM. *Vandeurzen, Moureaux, Vandebossche* et *du Bus de Warnaffe* présentent l'amendement n° 45 (Doc. n° 954/26), qui remplace l'amendement n° 43 de M. *Vandeurzen*.

M. *Vandeurzen* explique une fois encore qu'il juge suffisante la définition de l'organisation criminelle telle qu'elle figure à l'alinéa 1^{er} de l'article 324bis proposé, mais il estime par ailleurs que le législateur doit dissiper l'inquiétude qui règne au sein de nombreuses organisations. Il propose par conséquent d'insérer dans le texte la première lecture du texte (doc. n° 954/24, p. 2) donnée dans son avis par le Conseil d'Etat, à savoir «qu'une organisation qui poursuit un but légitime n'est pas établie en vue de commettre de façon concertée des crimes et délits».

Il va de soi que cette insertion aura pour conséquence de rendre sans objet la deuxième lecture donnée par le Conseil d'Etat dans son avis. Autrement dit, le but n'est pas d'empêcher qu'une organisation qui poursuit un but légitime puisse faire l'objet d'une information du chef de constitution d'organisation criminelle.

M. *Moureaux* ajoute qu'une organisation poursuivant un but légitime, par exemple une organisation syndicale, peut être poursuivie s'il apparaît qu'elle déploie des activités punissables. Il constate également que les deux interprétations possibles qui ont été données par le Conseil d'Etat impliquent la nécessité d'amender à nouveau le texte. Plus précisément, il doit être évident que ce n'est pas l'organisation (cette nuance est rendue dans l'amendement n° 45 par les mots «en tant que telle»), mais bien les activités criminelles éventuellement menées par cer-

b) Bespreking van de amendementen nrs. 43 en 44 (Stuk nr. 954/25) en 45 (Stuk nr. 954/26).

De heer Vandeurzen onderstreept dat iedereen het erover eens is dat bepaalde organisaties niet ten onrechte het voorwerp mogen uitmaken van deze wet. Anderzijds mogen bepaalde personen echter evenmin een strafrechtelijke immunititeit toegekend krijgen.

Tijdens de parlementaire behandeling werden alle teksten steeds met een zeer grote meerderheid aangenomen.

Hij meent dat het advies van de Raad van State duidelijk wil maken dat het toegevoegde tweede lid open deuren intrapt.

Vanuit zijn overtuiging dat de in het amendement opgesomde organisaties nooit als criminele organisaties kunnen worden bestempeld, vraagt hij om een duidelijke tekst niet te vertroebelen en stelt bij amendement (nr. 43, Stuk nr. 954/25) voor om het litigieuze lid te schrappen.

De heren *Vandeurzen, Moureaux, Vandebossche* en *du Bus de Warnaffe* dienen tijdens een volgende vergadering amendement nr. 45 (Stuk nr. 954/26) in dat amendement nr. 43 van de heer *Vandeurzen* vervangt.

De heer Vandeurzen legt nogmaals uit dat hij meent dat de definitie van criminele organisatie, zoals opgenomen in het eerste lid van het voorgestelde artikel 324bis op zich volstaat maar dat hij eveneens van oordeel is dat de wetgever de ongerustheid die heerst bij tal van organisaties, moet wegnemen. Daarom stelt hij voor om de door de Raad van State in zijn advies gegeven eerste lezing van de tekst (stuk nr 954/24, blz. 2), met name «dat een organisatie, die een wettig doel nastreeft niet is opgericht om in onderling overleg misdaden en wanbedrijven te plegen», in de tekst te verankeren.

Het spreekt vanzelf dat daardoor de tweede lezing die de Raad van State in zijn advies gaf, komt te vervallen. Met andere woorden, het is niet de bedoeling om te voorkomen dat tegen een organisatie die een wettig doel nastreeft een opsporingsonderzoek wordt ingesteld op beschuldiging van het vormen van een criminele organisatie.

De heer Moureaux voegt daaraan toe dat een organisatie met een wettig doel, zoals bijvoorbeeld een syndicale organisatie, wel degelijk kan vervolgd worden als zou blijken dat ze strafbare activiteiten ontplooit. Hij stelt tevens vast dat de twee mogelijke interpretaties die door de Raad van State gegeven worden het nodig maken om de tekst opnieuw te amenderen. Het moet met name duidelijk zijn dat niet de organisatie zelf (die nuance wordt in het amendement nr 45 weergegeven door de woorden «als zodanig») maar wel de criminele activiteiten die som-

tains de ses membres - et qui n'ont rien de commun avec les objectifs de l'organisation - qui peuvent être poursuivies.

M. Bourgeois constate pour sa part que le Conseil d'Etat estime, dans son avis, que l'amendement proposé par la commission à l'article 324bis est superflu. Il relève par ailleurs que, sur le principe, *M. Vandeurzen* est également de cet avis. L'amendement actuellement proposé est tout aussi dénué de sens que l'amendement n° 40 qui a été soumis au Conseil d'Etat. Le texte laisse en outre à désirer sur le plan légistique, étant donné que l'énumération se termine par les mots «tout autre but légitime».

M. Duquesne estime, lui aussi, que le texte proposé n'apporte aucune solution et pense par ailleurs que le Conseil d'Etat rendrait sur cet amendement un avis similaire à celui qu'il a émis à propos de l'amendement n°40. Il attire l'attention sur les avantages que présenterait une description plus précise et présente, avec *M. Barzin*, l'amendement n°44 (Doc. n° 954/25). Cet amendement est conforme à la description de la notion de crime organisé, telle qu'elle apparaît dans le *Rapport annuel 1998 sur le crime organisé en 1997, Contribution belge au rapport de l'Union européenne*, à savoir:

1. *La perpétration, de manière méthodique, de délits qui sont, chacun en soi ou dans leur totalité, d'une importance considérable ;*
2. *par amour du gain ou par recherche du pouvoir ;*
3. *par plus de deux personnes agissant ensemble ;*
4. *durant une période assez longue ou indéterminée ;*
5. *suivant une répartition des tâches :*
 - a) *en abusant de structures commerciales et / ou,*
 - b) *en recourant à la violence ou à d'autres moyens d'intimidation et / ou,*
 - c) *en exerçant une influence sur la vie politique, les médias, l'administration publique, la justice ou la vie économique.*

Cette définition comporte certaines caractéristiques générales (1 à 5) et spécifiques (a à c). Pour satisfaire à la définition, les cinq caractéristiques générales et au moins une caractéristique spécifique doivent être réunies.»

L'amendement concrétise davantage cette définition en précisant le point 2 précité (par amour du gain ou par recherche du pouvoir) au moyen d'une description juridique des formes de criminalité auxquelles ont recours les organisations criminelles. Si l'énumération est sans doute incomplète, le texte sera en tout cas plus efficace qu'un texte vague et imprécis, qui permettra en outre d'organiser des recherches proactives sur les activités de toutes les organisations

mige leden zouden ontplooiën - en die uiteraard volkomen los staan van de doelstellingen van de organisatie - vervolgd kunnen worden.

De heer Bourgeois van zijn kant leest in het advies van de Raad van State dat de door deze commissie voorgestelde amendering van het ontworpen artikel 324bis overbodig was. Hij stelt tevens vast dat de heer Vandeurzen deze mening principieel deelt. Het amendement dat thans wordt voorgesteld is even zinloos, als het amendement nr 40 dat aan de Raad van State werd voorgelegd. Bovendien laat de tekst legistiek te wensen over omdat de opsomming wordt afgesloten met de woorden « elk ander rechtmatig oogmerk » .

De heer Duquesne is eveneens van oordeel dat de voorgestelde tekst niets oplost en meent bovendien dat de Raad van State over dit amendement een gelijkaardig advies zou geven als over amendement nr. 40. Hij wijst op de voordelen van een meer preciese omschrijving en dient met de heer *Barzin* amendement nr. 44 in (Stuk nr 954/25). Dit amendement sluit aan bij de omschrijving van het begrip georganiseerde criminaliteit zoals opgenomen in het jaar-rapport 1998 - georganiseerde criminaliteit in 1997, Belgische bijdrage tot het rapport van de Europese Unie , die als volgt luidt:

1. *Het planmatig plegen van misdrijven die elk op zichzelf of in hun totaliteit van aanzienlijke betekenis zijn ;*
2. *vanuit een streven naar winst of macht ;*
3. *waarbij meer dan twee betrokken personen samen handelen ;*
4. *gedurende een vrij lange of onbepaalde periode ;*
5. *met verdeling van taken waarbij :*
 - a) *gebruik wordt gemaakt van commerciële structuren,*
 - b) *en / of toevlucht wordt genomen tot geweld of andere intimidatiemiddelen,*
 - c) *en / of waarbij invloed wordt uitgeoefend op het politieke leven, de media, het openbaar bestuur, de justitie of het bedrijfsleven.*

Deze definitie bestaat uit een aantal algemene kenmerken (1 tot 5) en een aantal specifieke kenmerken (a tot c). Om aan de definitie te voldoen, moeten de vijf algemene kenmerken en ten minste een specifiek kenmerk aanwezig zijn.»

Het amendement concretiseert deze definitie nog door het hoger vermelde punt 2 (vanuit een streven naar winst of macht) te preciseren door middel van een juridische omschrijving van de vormen van misdadigheid die criminele organisaties zich tot doel stellen. Die opsomming is misschien onvolledig maar de tekst zal in elk geval efficiënter zijn dan een vage en onnauwkeurige tekst die bovendien een pro-actieve opsporing mogelijk zal maken naar de activiteiten

criminelles qui poursuivent des buts parfaitement illégaux.

M. Van Belle demande si l'amendement de *M. Vandeurzen* et consorts exclut toutes les organisations religieuses du champ d'application de la loi, y compris celles qui entreprennent des actions terroristes, comme par exemple le GIA.

M. Barzin formule une remarque similaire. Une organisation qui poursuit des objectifs de nature exclusivement politique semble ne pas être visée par ce texte, même si elle tente de s'emparer du pouvoir par tous les moyens possibles et imaginables!

Le membre fait observer par ailleurs qu'un problème se pose également, selon lui, en ce qui concerne l'administration de la preuve de l'existence des organisations criminelles. Etant donné que le ministère public doit fournir cette preuve, il pourra examiner, par des recherches proactives (au besoin en procédant à des écoutes téléphoniques) si n'importe quelle organisation à première vue légale ne cache pas une organisation criminelle.

M. Moureaux répond que l'on ne peut appliquer des mesures spéciales de recherche ou d'instruction (telles que les écoutes téléphoniques ou les perquisitions) que moyennant le respect de conditions strictes imposées par la loi. Le juge d'instruction doit démontrer que sa décision est conforme aux dispositions légales en la matière. Il doit donc avoir de bonnes raisons de supposer que des membres d'une organisation légale se rendent coupables d'infractions dont la constatation autorise l'écoute de communications téléphoniques (cf. art. 90^{ter} du Code d'instruction criminelle). Tel serait le cas s'il disposait d'informations concernant un trafic de stupéfiants qui serait par exemple organisé par des membres d'un syndicat. Dans ce cas, le téléphone de ces membres ou de leur local pourrait être mis sur écoute. Le texte à l'examen opère très clairement cette distinction. S'il est exclu qu'une organisation syndicale qui organise une grève puisse faire l'objet d'une enquête judiciaire, cette organisation pourra par contre faire l'objet d'une information ou d'une instruction si elle organise un trafic de stupéfiants.

M. Barzin constate que l'on se retrouve en présence des différents points de vue qui avaient été exprimés dans le cadre de l'examen du projet de loi «Franchimont» au sujet des conditions dans lesquelles une enquête proactive peut être lancée.

van alle organisaties die volkomen wettelijke doelstellingen nastreven.

De heer *Van Belle* vraagt of het amendement van de heer *Vandeurzen* cs. alle godsdienstige organisaties uit het toepassingsgebied sluit, zelfs organisaties zoals bijvoorbeeld de GIA, die ook terroristische acties ondernemen.

De heer *Barzin* maakt een gelijkaardige bedenking. Voor zover een organisatie uitsluitend politieke doelstellingen heeft lijkt ze buiten het toepassingsgebied van deze tekst te vallen, zelfs indien ze met alle mogelijke middelen de macht wil veroveren !

Het lid merkt voorts op dat hij ook een probleem ziet met betrekking tot het bewijs van het bestaan van de criminele organisatie. Aangezien het openbaar ministerie dit bewijs moet leveren zal het, door middel van een pro-actieve opsporing (zo nodig met telefoonafluisteren) kunnen nagaan of achter - om het even welke - prima facie legale organisatie, geen criminele organisatie schuilgaat.

De heer *Moureaux* antwoordt dat bijzondere maatregelen van opsporing of onderzoek (zoals telefoonafluisteren of huiszoekingen) slechts onder strikte wettelijke voorwaarden kunnen toegepast worden. De onderzoeksrechter moet aantonen dat zijn beslissing conform is met de wettelijke bepalingen terzake. Hij moet dus gegronde redenen hebben om aan te nemen dat leden van een legale organisatie misdrijven plegen waarvoor het afluisteren van telefoongesprekken bij de opsporing mag aangewend worden (cf. Art 90^{ter} van het Wetboek van Strafvordering). Dat zou het geval zijn indien hij informatie zou hebben over een drugstrafiek die, bijvoorbeeld door leden van een vakbond, wordt opgezet. In dat geval kan de telefoon van die leden of van hun lokaal afgefluisterd worden. De tekst die voorligt maakt dit onderscheid zeer duidelijk. Tegen een syndicale organisatie die een staking organiseert is geen gerechtelijk onderzoek mogelijk, organiseert zij daarentegen een drugstrafiek dan zal er wel een opsporings-of gerechtelijk onderzoek zijn.

De heer *Barzin* stelt vast dat in deze discussie de verschillende standpunten over de voorwaarden waaronder een pro-actieve opsporing kan gestart worden, die reeds ingenomen werden bij de bespreking van de wet «Franchimont», terug aan de orde zijn.

II. VOTES

L'amendement n° 44 de MM. Barzin et Duquesne est rejeté par 7 voix contre 4.

L'amendement n° 45 de MM. Vandeurzen, Moureaux, Vandenbossche et du Bus de Warnaffe est adopté par 7 voix et 4 abstentions.

L'article 3 ainsi modifié est adopté par 7 voix contre 4.

L'ensemble du projet de loi, tel qu'il a été modifié, est adopté par 7 voix contre 2 et 2 abstentions.

Le rapporteur,

J. VANDEURZEN

Le président,

M. VERWILGHEN

II. STEMMINGEN

Amendement nr. 44 van de heren Barzin en Duquesne wordt verworpen met 7 tegen 4 stemmen.

Amendement nr. 45 van de heren Vandeurzen, Moureaux, Vandenbossche en du Bus de Warnaffe wordt aangenomen met 7 stemmen en 4 onthoudingen.

Het gewijzigde artikel 3 wordt aangenomen met 7 tegen 4 stemmen.

Het gehele, aldus gewijzigde wetsontwerp wordt aangenomen met 7 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

De rapporteur,

J. VANDEURZEN

De voorzitter,

M. VERWILGHEN